

5 septembre 2001 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Point de presse conjoint de M. Jacques Chirac, Président de la République, M. Gerhard Schroeder, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne et M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la coopération franco-allemande sur tous les problèmes européens et internationaux, la situation en Macédoine, l'avenir de l'Europe, le dossier du Proche-Orient et la mondialisation, Berlin, Allemagne le 5 septembre 2001.

LE CHANCELIER - Comme je vous l'ai annoncé, c'est la reprise de ces réunions traditionnelles entre nous, la première réunion après la pause de l'été. Je suis très heureux que le Président de la République et le Premier Ministre aient accepté de tenir cette rencontre, ici, à la nouvelle chancellerie. Ce n'est pas cela qui est important, ce qui est important, ce sont les quatre sujets dont nous avons discuté ce soir. Tout d'abord la Macédoine. Comme vous le savez, il y a sous commandement français un bataillon franco-allemand sur le terrain qui remplit une mission extrêmement importante et nous sommes confiants dans le résultat positif de cette mission, afin que la Macédoine puisse être rétablie comme pays multiculturel et bénéficiant de la cohésion. Nous avons décidé de poursuivre une concertation franco-allemande extrêmement étroite en ce qui concerne la Macédoine. Nous sommes tout à fait d'accord sur le jugement que nous portons sur la situation et les mesures qu'il sera nécessaire de prendre après la fin de cette mission appelée "moisson essentielle". Il s'agit en tout état de cause de poursuivre une approche concertée face à la situation en Macédoine pour arriver à un résultat positif.

Le deuxième sujet que nous avons abordé est celui des futures étapes dans l'intégration européenne et notamment la position franco-allemande en vue du Conseil européen de Laeken, d'ici la fin de l'année. Nous sommes convenus d'élaborer une proposition commune franco-allemande sur le plan de la procédure, et autant qu'il sera possible également sur les questions de fond, sans pour autant qu'une telle démarche soit amenée à brusquer nos partenaires. Nos partenaires savent très bien l'importance que revêt le tandem franco-allemand pour que les choses aillent de l'avant dans l'Union Européenne. Mais il est absolument hors de question de mettre nos partenaires devant tel ou tel fait accompli.

Le troisième thème abordé est le dossier du Proche-Orient. La France et l'Allemagne partagent la même position pour dire que l'objectif est de poursuivre, ou plus exactement de relancer le processus Mitchell. Et à cet égard nous voulons saluer la volonté du Ministre israélien des Affaires étrangères et de M. Arafat de se rencontrer afin de permettre une relance du plan Mitchell.

Le quatrième volet abordé dans cette discussion est le sujet de la mondialisation, et là nous avons décidé de mettre en place un groupe de travail franco-allemand. Un groupe de travail à très haut niveau où seront abordées toutes les questions liées à la mondialisation et en particulier les

questions liées au fonctionnement des marchés financiers. Bien sûr, il sera question d'une certaine taxe qui porte le nom d'un économiste américain, M. Tobin. Mais l'examen de cet aspect n'est que l'un des sujets, et en aucun cas le sujet central qui sera traité par ce groupe de travail. Nous estimons qu'il est très important d'aller au-devant des préoccupations formulées par les hommes et les femmes de la société face à la mondialisation, mais naturellement nos interlocuteurs doivent être celles et ceux qui ne sont pas violents. Mais il est clair qu'il faut répondre aux inquiétudes qui se font jour dans la société devant les distorsions sociales qui peuvent résulter de la mondialisation. Le souci de la France et de l'Allemagne est d'étudier, d'examiner tous les instruments permettant une mondialisation performante, efficace sur le plan économique et respectueuse des considérations sociales.

LE PRESIDENT - Je voudrais d'abord féliciter l'interprète. Je voudrais également remercier chaleureusement le Chancelier pour l'accueil qu'il nous a réservé ici ce soir à Berlin. Et je voudrais également féliciter Berlin d'avoir aujourd'hui une chancellerie de cette qualité. Nous l'avons beaucoup admirée.

Le Chancelier a évoqué tous les sujets que nous avons traités, et a dit ce que nous avons dit. Je n'ai donc rien à ajouter, si ce n'est que je voudrais souligner l'importance et la qualité de la coopération entre l'Allemagne et la France sur tous les sujets d'intérêt commun, qu'il s'agisse des problèmes européens et des problèmes internationaux.

Il y a eu une parfaite convergence de vues entre nous pour ce qui concerne l'évolution du débat qui se déroule pour la définition de l'Europe de demain, et nous n'aurons aucune difficulté à nous mettre d'accord, ni sur les objectifs, ni sur les procédures. Il ne s'agit pas naturellement d'imposer quoi que ce soit à nos partenaires, le Chancelier a eu raison de le souligner, mais il s'agit pour l'Allemagne et la France de conserver leur vocation à être l'un des moteurs de la construction et de l'adaptation de l'Europe aux exigences du monde d'aujourd'hui. Même convergences de vues pour ce qui concerne la crise macédonienne et aussi celle qui sévit, hélas, au Moyen-Orient. Même approche et même préoccupation à l'égard d'une mondialisation dont chacun connaît les avantages, mais qui doit être mieux maîtrisée dans ses conséquences notamment humaines et sociales. Je terminerai en disant que ces entretiens informels sont, au fond, ce qu'il y a de plus efficace où on peut évoquer les problèmes de la façon la plus libre et ce qu'on règle plus facilement. Je remercie le Chancelier.

LE PREMIER MINISTRE - Je voudrais à mon tour remercier le Chancelier Schroeder de son accueil ici même. Cette chancellerie est grande, comme l'Allemagne, transparente, comme la démocratie et aérienne, comme l'élan que nous souhaiterions donner à l'Europe. Nos dîners, c'est je crois le quatrième, sont non seulement bien sûr très agréables pour nous, mais je crois qu'on a déjà constaté et qu'on constatera encore qu'ils se révèlent féconds. Ils nous servent à préparer les positions qui seront celles de nos gouvernements dans les instances européennes et au plan international, et c'est souvent, je crois, quelques semaines après ces rencontres que l'on constate à quel point elles ont été utiles.

Pour la préparation de Laeken, il y a un débat démocratique qui a commencé en France. Il faut qu'il puisse se dérouler normalement. Il y a des discussions avec nos partenaires, elles doivent être respectées, mais il me semble que si la France et l'Allemagne peuvent s'entendre sur la méthode et rapprocher leurs points de vues sur les contenus, ce sera utile à toute l'Europe. Quant à la mondialisation, c'est à la fois un fait, un motif d'inquiétude pour nos opinions et un objet pour une sorte de nouvel espace démocratique à l'échelle internationale. Nous devons naturellement condamner et réprimer également avec mesure les groupes violents, mais être capables de nouer un dialogue avec ceux qui, de façon sincère, veulent poser les problèmes et l'inégalité du processus de la mondialisation. Le Chancelier Schroeder a bien voulu faire écho à une expression que j'avais eue sur les problèmes de la mondialisation et aussi à propos de la taxe Tobin. Le Professeur. Tobin a d'ailleurs lui-même récemment dit qu'il ne reconnaissait pas toujours ses supporters. Je suis très heureux que la proposition nous ait été faite par Gerhard Schroeder de créer un groupe de travail franco-allemand sur ces questions de la mondialisation et nous y participerons du côté français avec vraiment beaucoup de conviction et de sérieux, car ces

problèmes sont sérieux.

Sur le Proche-Orient, nous continuerons à nous battre contre la haine, pour la paix, pour la raison et il faut remercier nos ministres des Affaires étrangères allemand, français, d'autres européens pour le travail qu'ils essayent d'accomplir, même si pour le moment les facteurs de pessimismes sont plus grands que les facteurs d'optimisme.

LE CHANCELIER - Pas de question ? Une question à chaque partie :

QUESTION - Ma question est la suivante : est-ce qu'il y a des mesures concrètes qui sont envisagées côté européen ou côté allemand face à la crise au Proche-Orient?

LE CHANCELIER - Je crois que ce serait une erreur de faire maintenant des déclarations à ce sujet. Nous avons constaté qu'il y avait des efforts en vue d'une rencontre entre le ministre israélien des Affaires étrangères et M. Arafat. Cette rencontre nous paraît utile, mais il serait dangereux d'anticiper déjà sur l'issue d'une telle rencontre en faisant maintenant des déclarations.

QUESTION - j'ai une question qui à trait à la politique intérieure, M. le Chancelier, est-ce qu'il est exact que vous voulez pousser votre ministre de la Défense à la démission ou est-ce que vous le conservez ?

LE CHANCELIER - Par respect pour mes invités, je crois qu'il serait courtois que je les raccompagne et je pourrai ensuite être à votre disposition pour une ou deux questions que vous pourrez poser à ce moment là.